

# Toutes et tous en grève le mardi 26 janvier 2016



## DES TAS D'URGENCE À BERCY

### A Bercy, les raisons de la colère s'accumulent



- ▶ **Sacrifice**, voire démantèlement, **des missions** au nom d'économies budgétaires aveugles et de la pseudo modernisation de l'État ;
- ▶ **Abandon de territoires** au prétexte des réformes territoriales ; rétrécissement sans précédent des administrations à réseau (DGFiP, DGDDI, DGCCRF, INSEE) ; virtualisation de l'accueil et du renseignement au public (plates-formes téléphoniques et autre gestion dématérialisée) ;
- ▶ **Destruction continue des emplois**, avec une nouvelle accélération dans le budget 2016 (2600 suppressions d'emplois programmées pour les MEFs, premiers contributeurs des économies programmées dans le budget) ;
- ▶ **Rétrécissement de l'action publique** à quelques priorités, notamment à des missions de sécurité à l'intérieur et à l'extérieur : police, défense, surveillance des frontières limitée à la circulation des personnes...

...Et ce, aux dépens des missions de contrôle de Bercy essentielles pour mieux lutter contre : la circulation des marchandises illicites ou dangereuses (trafic d'armes notamment), la fraude fiscale, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, les produits frelatés ou ne respectant pas les normes, l'abandon des sites sensibles (et la privatisation de leur contrôle) ;

- ▶ **Réduction** drastique et insensée des moyens de fonctionnement (gilets pare-balles inadaptés à certaines morphologies, pas de véhicules pour effectuer les missions de contrôle, insuffisance de fournitures de première utilité...) ;
- ▶ **Dégradation** inexorable quand ce n'est pas dramatique des conditions d'exercice des missions et des conditions de travail des agents placés au quotidien sous la surveillance d'objectifs et d'indicateurs totalement irréalistes et inadaptés aux enjeux ; pour nos directions, l'accueil du public est devenue une charge dont il faudrait se débarrasser (cf. certaines consignes départementales DGFiP pour ne plus répondre au public...) ;
- ▶ **Remise en cause de l'action sociale**, un des acquis de Bercy - jusqu'alors « sanctuarisé » par les Ministres - notamment avec la suppression de la subvention à l'ALPAF (aide au logement) ;
- ▶ **Attaques contre le pouvoir d'achat** : gel du point d'indice, baisse des volumes de promotion, disparition des plans de qualification et dégradation des règles de gestion : ce sont bien les agents qui en font les frais !
- ▶ **Attaques contre les garanties statutaires** :

Modification du régime indemnitaire avec la mise en place, malgré l'opposition résolue de toutes les fédérations et syndicats dans les pires conditions et sans explication donnée aux agents, du RIFSEEP<sup>(1)</sup> dès janvier 2016 pour les corps administratifs de Centrale affecté aux MEFs et dans les DIRECCTE et DREAL, avant généralisation à l'ensemble des corps des MEFs au 1er janvier 2017 !

Révision, toutes affaires cessantes et dans une précipitation absolue, des grilles de carrière premier volet de l'accord minoritaire « Parcours professionnels, de carrière et rémunération » imposé par le Premier ministre !

(1) RIFSEEP = régime indemnitaire de fonctions, sujétions, d'expérience et d'engagement professionnel



Si le fond est détestable, la forme ne l'est pas moins : le « dialogue social » n'est qu'une sinistre parodie ! Le service public, les agents qui le font vivre, les citoyens et administrés ne sont plus au cœur des préoccupations de nos administrations. Pour nos ministres et nos directions, pas de temps « à perdre » en discussion et concertation ! Au nom de l'exemplarité, LEUR seule urgence à Bercy est d'appliquer les politiques d'austérité sans se préoccuper de leurs conséquences sociales et humaines.

Il s'agit alors pour les directions de multiplier le nombre de réunions sans lendemain pour mieux « occuper » les organisations syndicales et surtout ne pas leur donner les informations essentielles (exemple : la réforme territoriale et ses conséquences sur les missions, les implantations et les agents concernés), obligeant les organisations syndicales à « claquer la porte » pour tenter de les obtenir.

Ces derniers mois ont vu l'expression de la colère des agents de Bercy grandir avec de nombreuses protestations dans les différentes administrations des MEFs. Cette dernière période a été marquée par le refus unitaire des fédérations des Finances de se prêter à cette parodie de concertation (boycott de Comités Techniques Ministériels, du Comité National de l'Action Sociale, du CHS CT M, de groupes de travail...). Ce refus s'est manifesté nationalement et localement à la DGFiP, aux Douanes, en Centrale, à l'INSEE.

Nous ne pouvons accepter plus longtemps que les missions de Bercy et les agents qui les font vivre soient traités ainsi alors que l'état de notre société en ce début d'année 2016 nécessite encore plus de renforcer tout ce qui fait lien social. Et, parmi ce tout, au cœur de ce qui fait la République, la chose publique, il y a les services publics, ce seul patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas.

Le recul de l'action publique et le désengagement de l'État alimentent la désespérance sociale et l'isolement, fragilisant encore plus le lien qui unit à la collectivité certaines populations déjà maltraitées par la vie, la situation économique et la régression des conquêtes et droits sociaux.

Le service public et la fonction publique ne sont pas de simples objets comptables. A Bercy comme ailleurs, ils ne sont pas une charge. Nos missions, indispensables, sont un investissement au service de la collectivité.

**Il est vital de défendre le service public. Seuls les agents publics, de par leur statut, garantissent sa neutralité, son impartialité et son engagement au service de toutes et tous et au mieux « vivre ensemble ».**



**En un mot  
comme en  
cent :  
ÇA SUFFIT  
COMME ÇA !**

**Des urgences à prendre en charge à Bercy,  
IL Y EN A DES TAS !**